

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

Un an après

L'œuvre de Lucien Laurat

VOICI UN AN qu'il nous a quittés, et nos lecteurs sentent, comme nous, cruellement son absence. Laissons la peine que nous éprouvons dans notre amitié qui ne s'habitue pas à ne pas le revoir chaque vendredi toujours à la même place dans nos réunions hebdomadaires qu'il enfumait de son éternelle cigarette et égayait de ses sorties indignées contre la mauvaise foi bolchévique, la cruauté stalinienne, la sottise suffisante et l'ignorance prétentieuse de tous les esprits prétendus objectifs qui rejettent avec dédain l'anticommunisme vulgaire. Comme il nous manque aussi dans notre effort pour connaître et comprendre la politique économique de l'U.R.S.S., sa politique tout court. Que de fois ne nous sommes-nous pas comme tournés vers lui depuis un an pour lui demander une information ou un commentaire ! Comme nous aurions aimé, ces dernières semaines, qu'il nous dise les formes que prennent en régime « socialiste » les phénomènes inflationnistes — c'était un de ses thèmes de réflexion habituels —, en quoi les communistes s'égarèrent ou cherchent à égayer l'opinion quand ils prétendent qu'il n'y a pas de « crise de l'énergie » (pour user du terme à la mode), mais que le capitalisme est en proie à la crise générale prophétisée par Marx pour un proche avenir... il y a plus d'un siècle.

Nous avons pensé qu'il n'était pas de meilleur moyen d'honorer sa mémoire que de contribuer à faire mieux connaître son apport en dressant la liste des livres et des brochures publiés par lui pendant vingt-cinq ans. Beaucoup de ses lecteurs d'*Est et Ouest* seront sans doute surpris de l'étendue de son œuvre — qui aurait été plus vaste encore si, depuis une vingtaine d'années, il ne lui avait pas été impossible de trouver un éditeur pour des ouvrages qu'on trouvait trop non-conformistes. C'est avec une grande joie qu'il avait accueilli la proposition de publier un nouvel ouvrage sur l'économie soviétique. Il l'avait

intitulé *l'Economie soviétique après Staline*. Il eut tout juste le temps d'en tracer le plan.

A notre connaissance, il ne reste de lui que deux ouvrages inédits : « *Souvenirs* » et « *Contribution à l'étude du transcapitalisme* ». Nous avons donné un extrait du premier (« *Comment j'ai quitté Monde* ») dans notre *Hommage à Lucien Laurat (Est et Ouest, 16-30 septembre 1973, n° 525)*. Dans le second (une grosse brochure d'environ 60.000 signes), intitulée « *Contribution à l'étude du transcapitalisme* », il procédait à l'analyse de l'économie contemporaine — qui, à ses yeux, n'était plus capitaliste — et son analyse reste marxiste, même s'il écrit (c'est le titre du chapitre IV) que « *les lois découvertes par Marx ne fonctionnent plus* » (1).

**

Nous aurions aimé donner de l'œuvre de Laurat une bibliographie exhaustive. Nous sommes, hélas ! certain de ne pas y être parvenu. Sans doute ne nous a-t-il rien échappé des livres publiés par Laurat. Il n'en est assurément pas de même en ce qui concerne ses brochures. D'autre part, nous n'avons pas eu en main les vingt-huit ouvrages mentionnés. Quatre d'entre eux manquent à notre collection. D'où l'insuffisance des indications bibliographiques habituelles.

Nous n'avons pas voulu nous borner à une sèche énumération des ouvrages de Laurat. Pour la plupart d'entre eux, nous en avons extrait un ou plusieurs passages, soit pour donner un aperçu du contenu du livre ou de la

(1) Ces *Souvenirs* de Laurat portent sur la période où il appartient à l'Internationale communiste. Nous avons reproduit, dans notre numéro d'hommage à sa mémoire, ses « *Souvenirs d'un planiste (1932-1939)* » qu'il avait donné en 1965 aux *Etudes sociales et syndicales* (n° 120, septembre). On peut ranger dans cette catégorie de souvenirs écrits en vue de contribuer à l'histoire l'étude intitulée « *Le Parti communiste autrichien* », parue dans l'ouvrage collectif dont Jacques Freymond assurait la direction : « *Contributions à l'histoire du Comintern* » (Genève, librairie Droj, 1965, 1 vol. in-8°, 268 p. L'étude de Laurat occupe les pages 67-95).

brochure, soit parce que l'idée exprimée nous paraissait utile à remettre sous les yeux du lecteur. Nous n'avons pas cherché à retracer par ce moyen l'évolution de la pensée de Lucien Laurat en cinquante ans de réflexion sur le marxisme, le socialisme et le communisme. Peut-être trouvera-t-on là, cependant, quelques

éléments pour une telle étude.

Nous saurions le plus grand gré aux amis de Lucien qui voudraient bien nous aider à combler les lacunes de cette bibliographie et à en redresser les erreurs.

Claude HARMEL.

Livres et brochures de Lucien Laurat

1. — *L'impérialisme et la décadence capitaliste.* (Sous le pseudonyme de Primus).

1 brochure de 64 pages. 1928. — Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes, Paris-X^e.

« Bien qu'unaniment convaincus que le capitalisme engendre inéluctablement la guerre, les communistes ne sont pas d'accord sur les causes de l'impérialisme. Les uns, notamment les théoriciens du parti bolchevik russe, attribuent l'expansion armée du capitalisme au capital financier et aux monopoles, se fondant sur le « *Capital financier* », paru en 1910, de l'austro-marxiste Rodolphe Hilferding, actuellement ministre des finances du Reich. Cette théorie fut popularisée par Lénine dans « *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme* » et par Boukharine dans l'ouvrage « *L'économie mondiale et l'impérialisme* ». D'autres communistes voient les racines de la politique impérialiste dans les contradictions qui ont toujours existé dans le capitalisme, analysées déjà par Marx et précisées par Rosa Luxembourg, dans « *L'Accumulation du Capital* », parue en 1913 » (page 6).

Laurat, avec cette brochure, prend part à la discussion du « projet de programme » rédigé en vue du VI^e Congrès de l'Internationale communiste, projet dont Laurat (qui le combattait) écrivait (p. 14, note 1) qu'il était presque exclusivement l'œuvre de Boukharine, « *le seul théoricien de l'I.C. actuelle, le monopolisateur de la théorie et l'un des déporteurs des communistes non-conformistes* ».

2. — *L'accumulation du capital, d'après Rosa Luxembourg*, (suivi d'un aperçu sur la discussion du problème depuis la mort de Rosa Luxembourg).

1 vol. in-8, XIII + 197 pages. Paris, 1930. — Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière. (Bibliothèque générale d'économie politique).

C'est un résumé succinct de deux ouvrages de R. Luxembourg : *L'accumulation du capital, contribution à l'explication économique de l'économie* (1913), « œuvre fondamentale qui assure à Rosa Luxembourg la première place parmi les continuateurs de l'œuvre de Marx » (L.L. p. VII) et « *Anticritique* » (1915), réponse de R. L. aux objections faites à son premier ouvrage. L. L. a fait aussi des emprunts à un troisième ouvrage de R. Luxembourg : *Introduction à l'économie politique*.

3. — *L'économie soviétique. Sa dynamique. Son mécanisme.*

1 vol. 252 pages. Paris, 1931. — Librairie Valois, 7, place du Panthéon. Bibliothèque économique universelle. V. (1). (La préface est datée du 7 novembre 1930).

(1) Les quatre volumes précédents de la collection étaient :

Sammy Beracha : *Rationalisation et Révolution*.
Pierre Mendès-France : *La banque internationale*.
Marcel Déat : *Perspectives socialistes*.
Joseph Staline : *Discours sur le plan quinquennal*.

« Dans la première partie de cet ouvrage nous retraçons rapidement les faits principaux qui conduisirent la révolution russe à son vrai point de départ économique : la « nouvelle politique économique » inaugurée par Lénine en 1921.

« Nous abordons ensuite l'étude du fonctionnement du nouveau système, caractérisé par la lutte entre deux principes contradictoires : la spontanéité anarchique du marché et la volonté consciente et concentrée d'un « secteur socialiste » embrassant les branches essentielles de l'économie et disposant du « levier de commande » du pouvoir politique. Cette première analyse de l'économie soviétique met en relief avant tout les leçons positives de la révolution russe. Elle montre la société humaine en lutte contre les forces rebelles de l'économie libre, elle passe en revue les moyens dont dispose la volonté sociale organisée pour dominer la production et les échanges, pour dompter les énergies inorganisées et désorganisatrices qui jaillissent sans cesse du fond de cette économie mixte. L'étude des moyens d'action d'une société à tendances socialistes est d'un intérêt plus que théorique ou historique. La plupart des mesures prévues à l'époque de l'introduction de la « nouvelle économie politique », loin d'être spécifiquement russes, ont une importance générale et ne manqueront pas de s'imposer, tôt ou tard, à toute nation qui ira au-delà du capitalisme.

« Mais l'économie soviétique, telle qu'elle est aujourd'hui, ne ressemble en rien à ce qu'elle fut au début de la N.E.P., objet de notre première analyse. Notre seconde analyse complète et modifie la première par l'introduction d'un élément nouveau : *l'oligarchie bureaucratique*. Nous y démontrons que *la bureaucratie bolchevique est devenue une nouvelle classe exploiteuse*, que la dictature du prolétariat n'existe plus en Russie. L'économie soviétique apparaît bien comme une économie dirigée, mais perdant un à un ses traits socialistes : une économie dirigée reposant sur une nouvelle charpente sociale, où il y a oppresseurs et opprimés. Or, économie dirigée sans contrôle public ne signifie pas socialisme.

« Dans cette partie de notre ouvrage nous faisons ressortir les *leçons négatives* de l'expérience bolchevique : l'extinction du contrôle public, la suppression de toute liberté même pour les membres non conformistes du parti gouvernant, la stagnation qui en résulte dans tous les domaines, dans l'économie comme dans la science.

« A l'heure actuelle, la presse bolchevique mène une campagne forcenée contre les leaders de l'opposition de droite, Boukharine, Rykov et Tomsky, hier encore hauts dignitaires du régime. Elle les invite à rompre leur silence et à condamner leurs « hérésies » en les menaçant des pires représailles. Si l'une des revendications fondamentales de toutes les révolutions modernes, la révolution russe comprise, fut la liberté de la parole, les travailleurs russes en sont réduits avant

tout aujourd'hui à réclamer la liberté du silence ! » (pp. 5-7).

Deux apports importants de Laurat à la pensée économique apparaissent dans cet extrait de la préface à *l'économie soviétique* :

1. — L'expérience de la N.E.P. a attiré son attention sur les problèmes de l'économie mixte, ceux que pose la coexistence d'un secteur privé et d'un secteur public, socialisé ou nationalisé; cette notion d'un double secteur, l'un socialiste, l'autre capitaliste, a permis la naissance et le développement de l'idéologie « planiste ». (Voir ci-après, p. ce que disait Laurat dans ses « *Mémoires d'un planiste* » des entretiens qu'il eut à ce sujet avec Henri de Man).

2. — Laurat a été le premier à étudier du point de vue économique la formation de ce qu'on appelle communément, depuis l'ouvrage fameux de Milovan Djilas (1957), « la nouvelle classe ».

« Pour qu'un ensemble d'individus soit considéré comme une classe il ne suffit pas qu'il exerce sa dictature. Ce qui caractérise une classe, contrairement aux partis, aux « couches » populaires et aux professions, c'est sa fonction dans l'ensemble du processus économique, la source de son revenu. Une étude de cette question va démontrer que l'oligarchie bureaucratique de l'U.R.S.S. est bien une classe, avec un revenu provenant de l'exploitation de la population ». (*L'économie soviétique*, p. 163).

Laurat ne revendiquait pas le mérite d'avoir découvert l'existence d'une nouvelle classe exploiteuse, mais celui d'avoir analysé le premier le mécanisme de son exploitation. « Déjà en 1927, un marxiste éminent et qui connaît à fond les questions russes, Boris Souvarine, écrivait dans le Bulletin communiste (8^e année, n° 22-23, p. 346) : « La production industrielle, détenue par l'Etat pour la plus grande part, fournit une plus-value que s'approprie la bureaucratie parasitaire ». Ce qui nous appartient en propre, ce n'est donc pas la découverte de la spoliation bureaucratique mais l'analyse de son mécanisme ». (o. c. p. 165, note 1).

4. — Bilans. Cent années d'économie mondiale.

1 vol. 252 pages. Paris. — Edition du Carrefour. 1931 (2).

(Cinq parties : 1. — Le marché mondial. 2. — Les armes de la concurrence mondiale. 3. — Les crises. 4. — Europe, Amérique. 5. — Problèmes sociaux — (le marché mondial et le mouvement ouvrier ; la « théorie » des hauts salaires, le « capitalisme ouvrier », embryons de socialisme).

5. — Quelques données du problème européen. (Sous le pseudonyme de A. Minard).

1 brochure. 32 pages. Bruxelles. Décembre 1931, n° 12, 9^e année, de *l'Eglantine*, publication mensuelle dépendant du Parti ouvrier belge.

6. — Economie planée contre économie enchaînée.

1 vol. 128 pages. Mai 1932. Paris. — Librairie Valois, 7, place du Panthéon. Collection « Cahiers bleus », organe bi-mensuel de culture et d'organisation. II^e série, n° 12, 15 mai 1932.

« Les expériences d'économie dirigée se sont avérées stériles, voire nocives. A l'économie dirigée tout court, nous opposons l'économie consciemment et résolument dirigée vers le socialisme, l'économie planée ». (p. 86).

Il semble que ce petit ouvrage ait été le premier en France à se réclamer de l'idée de

plan. Laurat est incontestablement l'un des fondateurs de ce que, peu après la parution de son livre, on appellera le planisme.

7. — Un système qui sombre.

1 vol. 268 pages. *L'Eglantine*. Paris-Bruxelles 1932 (n° XXVI de la collection des Etudes politiques et sociales).

« La crise actuelle, en se prolongeant et en s'approfondissant, met en cause le système économique sous lequel nous vivons, et non point le mauvais vouloir et l'incapacité des personnes. C'est le système qui sombre. Sa faillite est évidente, mais elle est loin d'être consommée jusqu'au bout. Le capitalisme a encore de puissantes ressources et son agonie sera longue. La parole est à la classe ouvrière et à ses organisateurs. C'est d'elle, de sa conscience, de sa clairvoyance, de son initiative que dépendra désormais en grande partie la liquidation plus ou moins prochaine d'un ordre social dont la classe capitaliste elle-même commence à désespérer ». (p. 12-13).

8. — Le développement du capitalisme et la lutte pour la démocratie. (Sous le pseudonyme de A. Minard).

1 brochure. 32 pages. Bruxelles. Janvier 1933, n° 1 11^e année, de *l'Eglantine*.

9. — Le socialisme à l'ordre du jour. Problèmes et tâches du marxisme contemporain.

1 brochure. 32 pages. Paris, 1933. Librairie Populaire, 12, rue Feydeau (2^e).

En exergue : « Le marxisme est une conception révolutionnaire du monde, appelée à lutter sans cesse pour acquérir des résultats nouveaux, une conception qui n'abhorre rien tant que les formules figées et définitives et qui n'éprouve sa force vivante que dans le cliquetis d'armes de la critique et sous les coups de tonnerre de l'histoire ». Rosa Luxembourg.

« Dans la période actuelle, une politique socialiste s'inspirant de plus en plus résolument des principes marxistes s'impose aux organisations ouvrières sous peine de succomber devant les bandes fascistes. Mais le fait que l'orientation pratique du socialisme doit de plus en plus épouser les principes marxistes ne signifie nullement qu'il ne reste plus rien à faire dans le domaine de la théorie marxiste.

« Plus le capitalisme s'achemine vers sa faillite définitive et irrémédiable, plus le socialisme devient un problème de l'actualité plus ou moins immédiate, et plus il incombe au marxisme d'étudier les problèmes nouveaux qui se posent. Il ne faut pas imaginer que Karl Marx nous aurait légué un dogme valable une fois pour toutes et où nous n'aurions qu'à puiser à pleines mains pour trouver des solutions toutes faites, des formules à apprendre par cœur, des conseils passe partout s'appliquant à toutes les situations imaginables.

« Le *Capital* de Karl Marx, tout comme le capital tout court, ne peut se conserver qu'en s'enrichissant.

« On sait que la mort n'a pas permis à Marx d'achever le *Capital* et que le deuxième et le troisième livres ont été publiés après sa mort par Engels. De nombreux chapitres de cet ouvrage ne sont que des ébauches, et les disciples de Marx y trouvent plus d'une fois des problèmes théoriques dont la solution leur incombe.

« Ce n'est pas tout. Le monde est aujourd'hui au seuil de la transformation socialiste. Des problèmes nouveaux surgissent, à peine entrevus par Marx : l'analyse d'une économie de transition, à caractère mixte (coexistence et interpénétration d'un secteur socialiste et d'un secteur privé) et

(2) Au verso du faux titre était annoncé, « en préparation » un autre ouvrage de Laurat : « *La valeur de l'or et le mouvement des prix à l'époque des monnaies* », qui n'a jamais vu le jour.

la recherche des lois régissant un marché où les mouvements spontanés de la production privée sont tempérés et modérés par l'intervention régulatrice de l'Etat prolétarien, maître du secteur socialiste.

« Un demi-siècle après la mort de Marx, le marxisme est plus vivant que jamais ; son rôle historique en tant que *science sociale appliquée* ne fait que commencer. Mais il ne pourra jouer ce rôle que si la classe ouvrière s'en assimile les enseignements dans la mesure du possible, si elle devient pour le moins aussi marxiste que le capitalisme ». (pp. 4 et 5).

10. — *L'évolution doctrinale du socialisme.*

1 brochure. 32 pages. Bruxelles. Janvier 1934, n° 1, 12^e année de *L'Eglantine*.

« En renversant la formule de Bernstein : « Le but n'est rien, le mouvement est tout », on obtient la profession de foi du sectarisme : « Le mouvement n'est rien, le but est tout »... De là, il n'y a qu'un pas à traiter le mouvement ouvrier avec une forte dose de mépris, à vouloir le façonner artificiellement, par des interventions chirurgicales, à considérer (voir le bolchevisme) que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre d'une phalange de « révolutionnaires professionnels » au lieu d'être celle des travailleurs eux-mêmes ». (p. 10).

11. — *La liquidation socialiste de la crise.*

1 brochure. 48 pages. Librairie Populaire. Paris, 1934.

12. — *Economie dirigée et socialisation.*

1 vol. 260 pages. *L'Eglantine*. Paris-Bruxelles, 1934.

« Le capitalisme organisé est un régime intermédiaire... (et) conduit doublement au socialisme, d'une part en développant les formes économiques socialistes et des leviers de direction économique, d'autre part en aggravant les antagonismes sociaux et en intensifiant la lutte de classe des exploités et spoliés dont le triomphe seul peut donner à ces formes un contenu socialiste effectif et faire de ces leviers de direction les instruments de la collectivité... ».

*
**

« 1. — Le capitalisme actuel comprend un secteur organisé où les conditions économiques de la socialisation sont d'ores et déjà données.

« 2. — Le capitalisme organisé (monopolistique et ploutocratique) trouve en face de lui, en plus de l'anticapitalisme *organisé*, une résistance de plus en plus forte dans toutes les classes sociales qui lui sont tributaires.

« De la première proposition découle la possibilité économique de la socialisation des branches vitales de la production et de la circulation.

« De la seconde proposition découle la possibilité sociale et politique de mobiliser la grande majorité du peuple pour la réalisation de cet objectif ».

Telle est l'analyse économique et sociale à partir de laquelle les planistes conçoivent la politique de rassemblement populaire, les classes moyennes se joignant à la classe ouvrière pour socialiser le secteur « organisé » de la production — politique à laquelle l'influence des communistes donnera une tout autre direction

13. — *Cinq années de crise mondiale.*

1 brochure. pages. *Nouveau Prométhée*. Paris, 1934.

14. — *1914-1934. Ce que le grand massacre a coûté.*

1 brochure. pages. *L'Eglantine*, mars 1935.

15. — *Le Plan du Travail vu de Moscou.*

1 brochure. 18 pages. Editions Labri, Bruxelles, 1935.

16. — *Le marxisme en faillite ? Du marxisme de Marx au marxisme d'aujourd'hui.*

1. vol. 270 pages. Edition Pierre Tisné, 95, rue de Rennes. Paris, 1939.

« Il nous a paru utile, au terme d'un quart de siècle de bouleversements économiques, sociaux et politiques, de confronter la doctrine marxiste avec la réalité. Cette réalité s'est-elle conformée aux prévisions formulées par les fondateurs du socialisme scientifique ? Et sinon, ces prévisions se trouvent-elles en défaut partiellement ou sur toute la ligne ? » (p. 71).

« L'évolution de l'économie contemporaine vers une *structure technocratique* est difficile à nier... Nous avons souligné les frappantes analogies qu'on peut relever dans la structure économique des principales nations industrielles. Qu'il s'agisse de la France, des Etats-Unis, de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Allemagne ou de la Russie, leurs systèmes économiques évoluent dans le même sens et présentent de nombreux traits communs... »

« 1. — Interpénétration toujours plus poussée de l'Etat et de l'économie, formation d'abord spontanée, ensuite de plus en plus consciente, de « leviers de commande », centralisation rapidement croissante de toutes les activités économiques ; évolution de la direction parcellaire, non coordonnée, à la direction centralisée et coordonnée ;

« 2. — Evolution de la propriété vers des formes de plus en plus collectives (extension de l'actionnariat, refoulement du secteur privé par le secteur public), législation sociale de plus en plus étendue, création de moules juridiques toujours plus collectifs ;

« 3. — Mais ce processus de centralisation et de collectivisation s'accomplit sur une base antagonique : les leviers de commande et la propriété collective ; une catégorie restreinte de la population dispose de ces leviers et gère cette propriété collective dans son intérêt exclusif, soit qu'elle empêche la collectivité par la violence de manifester sa volonté (pays totalitaire) soit que la collectivité la tolère (pays démocratique) ;

« 4. — Cette catégorie restreinte, installée aux postes de commande, se recrute dans les milieux sociaux les plus divers. A l'origine, elle apparaît sous les traits de la ploutocratie monopoliste et financière, maîtresse du capitalisme organisé et bénéficiaire immédiate des mouvements fascistes. Mais, dans les pays fascistes, elle doit céder du terrain sous la poussée de la bureau-technocratie qu'elle a hissée au pouvoir et risque fort de devoir abdiquer définitivement devant elle. Dans les nations démocratiques, elle s'efforce d'utiliser les techniciens, mais ceux-ci commencent d'ores et déjà à se révolter contre elle. En Russie, où la Révolution d'octobre avait fait sauter tous les anciens verrous, la ploutocratie est anéantie et remplacée par une bureaucratie se transformant peu à peu en technocratie. L'évolution vers une économie de plus en plus dirigée crée, en plus des organes de direction nécessaires, les techniciens capables de les maîtriser ». (pp. 221-223).

Les études de Laurat sur la technocratie ne doivent donc rien aux idées de Burnham sur « l'ère des managers » ou à celle de Galbraith sur les techno-structures.

17. — *Grandeur et déclin de la France à l'époque contemporaine.* — (écrit en collaboration avec Marcelle Pommera, Maurice Coquet et René Michaud).

1 grand vol. in-4° carré. 432 pages. Paris. André Martel, éditeur. 1946.

I. — DES DÉBUTS DE L'INDUSTRIALISME A 1914.

1. — Jusqu'à la guerre de 1914.

2. — La guerre de 1914 et ses conséquences immédiates.

3. — De la guerre à la crise de 1929.

II. — LA FRANCE DANS LA CRISE MONDIALE (1929-1938).

1. — Conjoncture de crise.

2. — La première phase de la crise française (1929-1933).

3. — La deuxième phase de la crise française (1933-1936).

4. — La troisième phase de la crise française (1936-1938).

« L'économie française de 1936, sous l'angle technique, eût été parfaitement capable d'assimiler les réformes sociales... Sa structure, ses ressources, son cadre impérial, le niveau de ses forces productives lui permettaient d'assurer à la classe salariée un *standard of life* semblable à celui que le monde du travail venait de conquérir et qui, il faut le dire franchement, restait encore (à l'exception de la préparation plus raffinée de la nourriture) inférieur à celui des travailleurs américains, anglais et scandinaves.

Sur un seul point, à part la nourriture, la classe salariée française était plus avantagée que celle des autres nations : la semaine de 40 heures lui procurait plus de loisirs. Ce facteur pouvait effectivement jouer un rôle dans la concurrence internationale et affaiblir la position de nos industries exportatrices. Toutefois, à l'époque du capitalisme organisé, où la concurrence sur les marchés mondiaux est soutenue, non plus par telle ou telle industrie isolée, mais par l'économie nationale dans son ensemble, où foisonnent les primes à l'exportation et les méthodes de dumping les plus diverses, où la rentabilité individuelle des différentes branches économiques s'efface devant la rentabilité collective de l'économie nationale tout entière, ce facteur n'avait plus qu'une importance secondaire. La modernisation de l'outillage et une organisation plus rationnelle de l'activité économique auraient compensé assez rapidement le handicap que constituaient les 40 heures au départ.

« Cependant, si le degré de développement des forces productives peut être considéré comme la limite objective du progrès social, celui-ci rencontre généralement, avant même que cette limite extrême soit atteinte, des obstacles créés par la *charpente sociale* de l'économie. De deux pays à développement technique sensiblement égal, celui qui a moins de revenus parasites à distribuer disposera évidemment d'une marge de réformes plus grande que l'autre où l'entretien d'un nombre excessif de « sans fonction » absorbe une fraction considérable du revenu national ; celui dont les rouages économiques sont bien coordonnés et qui jouit de la paix sociale assurera à son monde du travail un *standard of life* plus élevé que celui où l'action mal conjuguée des leviers de commande et l'acuité des luttes sociales grèvent l'économie d'un surcroît de faux frais improductifs.

« On a vu dans un des précédents sous-chapitres que la politique économique pratiquée en 1936 et en 1937 n'était pas parvenue à renverser l'évolution qui tendait, depuis le début de la cri-

se, à favoriser les revenus des catégories inactives de la population au détriment des catégories actives. Le renchérissement du loyer de l'argent et la hausse particulièrement marquée des prix du secteur abrité amenuisèrent la part dévolue aux agents actifs du processus économique et réduisirent d'autant la marge de réformes disponible. La nationalisation du crédit et des industries-clés, préconisée par le plan de la C.G.T., eût pu remédier à cette discordance et comprimer les revenus des « sans fonction », à la condition évidemment de ne pas verser dans le travers de l'étatisme bureaucratique, générateur de revenus parasites d'un autre genre. A défaut, un contrôle sévère du crédit et des monopoles de fait aurait pu rendre les nouvelles charges sociales moins onéreuses pour le capital actif et en compenser l'incidence par une réduction correspondante des autres éléments du prix de revient (taux d'intérêt et prix des matières essentielles).

« D'autre part, l'incessant rejaillissement des grèves, attisées par des démagogues sans scrupules pour peser sur la politique extérieure de la France, compromettait la rentabilité des entreprises et rétrécissait encore davantage la marge de réformes dont disposait objectivement notre économie nationale.

« Ensuite, il faut mentionner la hâte avec laquelle on procéda à l'application de ces réformes. Devant la formidable lame de fond qui avait soulevé les masses salariées en mai-juin 1936, des mesures dont la réalisation avait été prévue pour toute la durée de la législature furent votées en un clin d'œil et immédiatement appliquées. L'introduction des 40 heures s'effectua par échelons, mais assez rapidement quand même. Dès avril 1937, M. Léon Blum, dans un exposé fait devant les militants socialistes de la Seine, dut convenir que les 40 heures réparties sur 5 jours étaient préjudiciables à l'économie et freinaient notamment la résorption du chômage » (pp. 417-418).

« L'expérience des dernières années a démontré que le processus mécanique de la centralisation automatique, de la collectivisation autoritaire, de l'étatisation politique et partisane avance plus vite que le développement de la conscience, de la compétence, de l'aptitude et de la moralité, qu'il s'agisse des masses ou des « élites ». Si cette discordance devait s'aggraver, le monde irait au-devant d'un totalitarisme où s'engouffreraient les derniers vestiges de notre civilisation. Il s'agit donc bien moins de pousser à la roue pour « socialiser », « nationaliser » et « étatiser » à tour de bras que d'insuffler à cette construction « collectiviste » qui s'élabore, ici sous l'égide d'une bureaucratie étatique, là sous l'impulsion du capitalisme ploutocratique, ailleurs sous la poussée des techniciens eux-mêmes, un esprit réellement collectif et communautaire, une âme qui fait défaut à ce béton bureaucratique, une impulsion vraiment humaine. Car le socialisme est fait pour l'homme, alors que tant de « socialistes » de nos jours ont l'air de croire que l'homme est fait pour le socialisme » (pp. 188-189 — Ecrit en 1947).

18. — *Le Manifeste communiste de 1848 et le monde d'aujourd'hui.*

1 vol. 192 pages. Editions Self. Paris. 1948.

« Quand on s'attelle prématurément à des tâches que l'histoire ne pose qu'à échéance plus lointaine, on fait avorter une révolution. Quand on néglige des nécessités économiques d'ores et déjà mûres, on aboutit à une explosion à retardement où la réaction se substitue aux révolutionnaires défaillants...

« Il en est (ainsi) en ce qui concerne la révolution appelée prolétarienne et dont les données

essentielles sont d'ores et déjà visibles. Le capitalisme est en pleine transformation, des formes collectives surgissent spontanément de toutes parts. Les uns veulent cueillir les fruits verts et nationaliser à tour de bras ce qui n'est pas mûr ; les autres, rebutés, — on le serait à moins ! — par les résultats désastreux de ces nationalisations, voudraient dorénavant se cantonner dans l'inertie...

« Depuis que Marx nous a donné la conception matérialiste de l'histoire, il y a deux manières de répondre aux nécessités historiques : l'ancienne, heurtée, cabotée et chaotique, chère aux ignorants et aux étourdis, et la nouvelle, marxiste, qui est le privilège de ceux qui savent et qui veulent savoir. Marx et Engels avaient caressé l'espoir que la classe ouvrière s'élèverait graduellement à l'intelligence de la seconde méthode. Pour certains pays européens, dont la France et l'Allemagne, leurs espérances ne se sont pas réalisées...

« Si le prolétariat (y compris ses dirigeants actuels) n'est pas assez mûr pour doser ses aspirations et pour les conformer à la situation réelle, préférant le « neuf » au « raisonnable », s'il veut cueillir les fruits trop verts et collectiviser au-delà de ce qu'il est capable de gérer rationnellement, il encrassera tous les rouages économiques par une pléthore de techniciens qui finiront par s'ériger en technocrates.

« Tout dépend donc de l'aptitude du socialisme... à discerner l'utopique et la réalisable. L'analyse marxiste permet de faire cette distinction à chaque moment donné. Mais qui se soucie aujourd'hui de telles analyses ? On dirait que le goût de la recherche a déserté les rangs socialistes...

« L'humanité, du moins l'humanité européenne, se trouve placée devant cette alternative : si elle suit les conseils de Marx, elle s'acheminera graduellement vers l'ordre supérieur qui s'ébauche ; si elle en fait fi et qu'elle s'engage dans des expériences prématurées déraisonnables et intempestives, elle livrera l'économie, pour la gestion complète de laquelle elle n'est pas encore préparée, à une élite de spécialistes qui risqueront de devenir des technocrates et qui, s'incrutant dans d'innombrables rouages étatiques, soumettront la société entière à leur loi totalitaire... » (pp. 102-105).

19. — *Déchéance de l'Europe. Capitalisme et socialisme devant l'héritage de la guerre.*

Editions Spartacus. 1 vol. 128 pages. Paris. 1948.

« Le dirigisme démentiel préconisé et appliqué aujourd'hui ne peut... se réclamer en aucune manière des idées dirigistes d'avant-guerre [celles qui s'exprimaient dans le « Plan de rénovation économique et sociale » que la Commission du Plan de la C.G.T. avait élaboré avant la fusion avec la C.G.T.U. et que les staliniens n'avaient cessé de combattre, ouvertement d'abord, sournoisement après la fusion » p. 111]. Pour en caractériser l'insondable bêtise il suffit de dire que ses méthodes ressemblent à ce qu'aurait pu être la politique de la C.P.D.E. [l'ancienne compagnie parisienne de distribution électrique, intégrée maintenant dans l'E.D.F.] si, au lieu de couper d'un poste central le courant pour des quartiers entiers, elle avait délégué un agent dans chaque immeuble, voire dans chaque appartement, pour y procéder aux interruptions nécessaires ! On tente de justifier le système absurde d'aujourd'hui en alléguant que la situation n'est plus celle d'avant-guerre, que la catastrophe a modifié toutes les données fondamentales du problème,

qu'il faut tenir compte des destructions, de la production insuffisante, de la pénurie.

« Cet argument n'est certes pas à négliger : les conditions changées imposent assurément une adaptation des procédés, mais la première question qui se pose alors est celle-ci : comment a-t-on pu, dans une période de *sous-production* caractérisée, réaliser des nationalisations qui étaient prévues pour remédier à une crise de *surproduction* ? Nul n'ignore que du fait du flottement dû à l'indispensable réorganisation, même des nationalisations bien conduites, entraînent une baisse passagère du rendement, baisse qui ne tire pas à conséquence en période de pléthore, mais qui se fait cruellement sentir lorsque la pénurie oblige une nation à vivre au jour le jour. Les théoriciens socialistes avaient toujours enseigné que la condition première de toute socialisation était un niveau élevé des forces productives. Or, on a nationalisé un outillage délabré, usé jusqu'à la corde et dont le rendement était sensiblement inférieur à celui d'avant-guerre. Les théoriciens socialistes s'étaient toujours accordés pour estimer que la socialisation ne pourrait s'effectuer qu'avec un personnel hautement qualifié encadré de spécialistes et de techniciens d'une compétence indiscutable. Or... la guerre, l'occupation, le S.T.O. et le relâchement de l'enseignement professionnel qui en fut la conséquence, ont abaissé la qualification de la main d'œuvre française, de la base au sommet de la hiérarchie professionnelle. L'économie française de 1944-1946 était donc incontestablement moins mère pour une politique de nationalisations qu'à l'époque où fut conçu le Plan de la C.G.T. » (p. 113).

20. — *Staline, la linguistique et l'impérialisme russe.*

1 vol. 96 pages. Paris. Les Iles d'Or. 1951.

« Le 20 juin 1950, la *Pravda* publiait sous le titre « *du marxisme en linguistique* » un long article de Staline dont la presse communiste occidentale s'empressa de soumettre à ses lecteurs la traduction intégrale. La presse non-communiste enregistra le fait sans y attacher trop d'importance... Elle se borna à exprimer des doutes, d'ailleurs justifiés, sur la compétence linguistique de Staline, en considérant son intervention comme l'un des nombreux incidents qui jalonnent l'épuration perpétuelle dont la science, la littérature et l'art sont l'objet en U.R.S.S.

« C'est ainsi que la véritable signification, *essentiellement politique*, de l'article de Staline ne fut pas remarquée... Les causes profondes de l'opération se situent dans la ligne générale de l'expansion soviétique, de plus en plus imprégnée de chauvinisme grand-russien. L'article... marque la mise au pas de la linguistique soviétique qui sera désormais intégralement au service de la soif de domination de l'impérialisme culturel russe » (pp. 7-8).

21. — *Du Komintern au Kominform.*

1 vol. 104 pages. Les Iles d'Or. Paris. 1951.

« Violentement dressé contre le socialisme démocratique, le Komintern opposa dès sa fondation le système des soviets au parlementarisme, la conquête insurrectionnelle du pouvoir à l'accès au gouvernement dans le cadre de la démocratie parlementaire, la dictature du seul Parti communiste au partage du pouvoir avec des partis dits bourgeois, fussent-ils de gauche...

« Les principes dont s'inspirait le Komintern de cette époque pour la conquête du pouvoir peuvent... se résumer comme suit : proclamant ouvertement leur voloné de briser l'Etat bourgeois

par la violence, de saboter la machine parlementaire et de la remplacer par le système des soviets, les partis communistes répudient toute participation au pouvoir au sein du régime existant et préparent l'insurrection armée, dont ils subordonnent cependant le déclenchement à l'adhésion de la majorité du prolétariat à leurs objectifs et à leurs méthodes. La « conquête des masses » — dans les syndicats et dans les conseils ouvriers — doit précéder la conquête du pouvoir et cette conquête des masses doit s'effectuer par l'affirmation brutale et franche des buts communistes...

« Les chefs communistes d'aujourd'hui ne combattent plus à visière ouverte. Ils dissimulent leurs objectifs tant aux masses qu'ils veulent conquérir qu'aux adversaires qu'ils se promettent d'abattre.

« Ils exaltent l'idée nationale ; ils versent même, quand c'est nécessaire, dans un chauvinisme délirant... Ils glorifient la démocratie, même bourgeoise, pour laquelle ils affichaient jadis tant de mépris... Ils s'enthousiasment pour le régime parlementaire et partagent les responsabilités du pouvoir avec des partis bourgeois... De 1944 à 1947, les partis socialistes, accusés jadis de trahison et traités de « social-fascistes » furent assurés de leur considération, qualifiés de partis « frères » et conviés à la fusion. Certains partis socialistes... s'y laissèrent prendre ; leurs chefs crédules sont aujourd'hui en prison ou au cimetière dans toute l'Europe orientale. Il n'est plus question ni de soviets ni de conseils ouvriers à opposer au parlementarisme. C'est à l'intérieur même du système parlementaire et au sein du gouvernement « bourgeois » qu'on prépare la mainmise totale sur l'appareil d'Etat. L'insurrection armée est un terme dont les tenants du Kominform s'interdisent l'emploi. Le grignotage intérieur, la tactique du « cheval de Troie » se sont avérés d'une efficacité infiniment supérieure.

« Cette tactique, adaptant les mots d'ordre aux goûts des masses et aux nécessités changeantes des coalitions à contracter avec n'importe qui pour n'importe quoi, permet aux communistes de renoncer à la fois à la conquête des masses et à la conquête insurrectionnelle du pouvoir, celle-là étant jadis à leurs yeux l'indispensable condition de celle-ci. En taisant leur véritable objectif, ... ils donnent l'impression de s'être « assagis » et d'être devenus des partis « comme les autres ».

« Le Komintern se proposait de gagner les masses par une propagande brutale et franche à des méthodes tout aussi brutales. Le Kominform... ne s'interdit nullement la conquête des masses, sans lesquelles il lui serait difficile d'accéder au pouvoir, mais il se garde bien de leur dire à quelles fins il entend les rassembler. Ce qui lui importe, c'est d'être assez appuyé pour s'emparer du gouvernement » (pp. 37-40, passim).

22. — *Le drame économique et monétaire français depuis la libération* (écrit en collaboration avec Marcelle Pommera).

1 vol. 288 pages. Paris. Les Iles d'Or. 1953.

« Sortie plus ébranlée de cette guerre-ci que de la précédente, la France était toutefois loin de se trouver dans une situation désespérée. Son capital humain — la plus précieuse des richesses — était moins entamé qu'en 1919, et les générations les plus actives de la population avaient subi des pertes bien moins graves. L'état de son agriculture et de son élevage, tout en rendant nécessaires des restrictions, mettait le pays à

l'abri de la famine. L'industrie par contre, avait terriblement souffert de la guerre, sa capacité de concurrence s'était effondrée, et la plupart des postes entrant dans les exportations invisibles avaient disparu. Cependant, en 1945 tout comme en 1919, le crédit étranger nous était accessible, l'épargne nationale, qui s'était camouflée sous l'occupation, restait, quoique amoindrie, à la disposition de l'économie, et notre réserve d'or n'était que de 0,7 p. 100 inférieure à celle de 1919. De 1938 à 1944, les prix ne s'étaient multipliés que par 2,6, alors qu'ils s'étaient multipliés par 3,6 entre 1913 et 1919. Notre circulation fiduciaire avait seulement quintuplé jusqu'en 1944, tandis qu'elle avait plus que sextuplé pendant l'autre guerre.

« Quoique difficile, la situation n'était donc point alarmante. Elle l'était d'autant moins que toutes les classes sociales, encouragées et stimulées par la libération du territoire, déploierent une ardeur et un zèle dignes d'éloge : la réfection ultra-rapide de notre réseau ferré, la remise en marche d'innombrables usines endommagées, l'effort des épargnants assurant le succès de l'emprunt de la libération, en sont les preuves éclatantes. Dans cette Europe ravagée, la France était quelque peu moins détruite que la plupart des autres pays européens, elle avait plus d'atouts que la plupart d'entre eux.

« Ces atouts ont été gaspillés par une politique économique insensée. Ses résultats peuvent être le mieux illustrés par la hausse vertigineuse des prix, que nous comparons ci-dessous à celle consécutive à l'autre guerre :

| | 1913-1927 | 1938-1952 |
|---------------------|-----------|-----------|
| — Pendant la guerre | 3,6 fois | 2,6 fois |
| — Après la guerre | 2 « | 10 « |

« Il y a trente-cinq ans, l'avilissement du franc fut donc essentiellement le résultat de la guerre elle-même, et ce qu'on appelle l'inflation de 1922-1926 se solda par une dépréciation supplémentaire de 50 p. 100. Cette fois-ci, le franc résista mieux à l'épreuve pendant la guerre, mais il a perdu 90 p. 100 de la valeur qu'il avait au moment de la Libération.

« Le danger le plus grave qui menace la France sur le plan intérieur, c'est la rechute dans la politique économique de 1944-1951, qui voulait être à la fois dirigiste et sociale. Ce « dirigisme » a jeté le pays dans l'anarchie et les préoccupations « sociales » ne vont pas au-delà de l'échelle mobile, c'est-à-dire du maintien pur et simple du niveau d'existence misérable présentement imparti à la classe salariée

« Cette politique économique a privé, au début, la France de l'aide étrangère, essentiellement américaine, sur laquelle nous croyions pouvoir compter dès le commencement de 1945. Elle a privé pendant des années, les citoyens français des denrées dont nos campagnes disposaient en quantités relativement abondantes. Elle a privé nos industries et nos sinistrés des capitaux français qui ne demandaient qu'à s'investir pour concourir au rééquipement et à la reconstruction. Elle a gaspillé l'or et les devises qui nous étaient restés à la fin de l'occupation. Elle a, en moins d'un an, entamé le moral de toutes les classes sociales, elle a astreint d'abord et habitué ensuite beaucoup de monde à la fraude et au mépris de lois démentielles dont l'observation littérale aurait été synonyme de suicide. Elle a fait de la France un pays où l'instinct de conservation entre sans cesse en

conflit avec une « légalité » que les légistes prouvent. Sous prétexte de combattre le capitalisme, elle a offert à une minorité de la classe salariée de généreux cadeaux, que la majorité de cette même classe doit payer. Ayant déclaré la guerre aux privilèges, elle a créé de nouveaux groupes de privilégiés à la place des anciens. » (pp. 281-284).

23. — Bilan de vingt cinq ans de plans quinquennaux (1929-1955).

1 vol. 264 pages. Paris. Les Iles d'Or. 1955.

« Ce quart de siècle de plans quinquennaux a abaissé d'environ un tiers le niveau d'existence du peuple russe... Cette dégradation du niveau de vie a commencé à partir de 1928. (II) est redevenu aujourd'hui ce qu'il était en 1937-1938. C'est donc bien avant la guerre qu'il était devenu misérable.

« On objectera que ces sacrifices ont permis d'édifier de puissantes industries de base, de développer notamment la métallurgie et la construction mécanique. A cela, nous répondrons... que des résultats meilleurs ont été obtenus ailleurs avec un coût sensiblement moindre et qu'à l'heure actuelle encore, au bout d'un quart de siècle, l'industrie étatique de l'U.R.S.S. ne peut subsister que grâce aux incessantes et substantielles subventions de l'Etat qui est obligé de jeter dans ce gouffre sans fond, dépenses militaires non comprises, plus de la moitié du revenu national.

« C'est là la source essentielle des difficultés avec lesquelles l'économie soviétique se trouve aux prises depuis plusieurs années et qui acculent les dictateurs à des opérations aussi imprévues qu'incohérentes à l'intérieur et à des manœuvres de décrochage sur le plan diplomatique. Ces difficultés seraient moindres s'ils ne s'étaient pas obstinés à intensifier la guerre froide qui les obligea à développer un potentiel militaire hors de proportion avec les possibilités économiques du pays.

« Les successeurs de Staline connaissent ces possibilités et leurs limites. De là leur soudaine offensive de paix... Ils ont besoin d'un répit dans la guerre froide... Le moment est arrivé où l'Occident pourra envisager une politique de refoulement pacifique, à la condition d'être plus ferme que jamais. L'économie soviétique ne pourra éviter la banqueroute qu'en réduisant très sensiblement son secteur militaire hypertrophié. Et, même en supposant qu'elle le réduise dans les proportions devenues indispensables, il est permis de se demander si elle pourra, en fin de compte, se passer de l'aide extérieure ».

« L'Occident courrait au suicide s'il la lui accordait sans conditions » (pp. 260-261).

24. — Problèmes actuels du socialisme.

1 vol. 200 pages. Paris. Les Iles d'Or. 1955 et 1957.

« Dès 1917, l'un des plus grands théoriciens marxistes de notre siècle, Karl Renner (1), avait indiqué la voie à suivre en écrivant :

« Si nous sommes de vrais disciples de Karl Marx, nous n'avons pas à consulter ses écrits, mais à étudier la société telle qu'elle est aujourd'hui, en nous pénétrant d'avance de cette idée qu'au bout d'un demi-siècle de développement impétueux tous les éléments économiques ont changé de degré et de mesure, donc aussi de fonction. Une querelle a éclaté au sujet des livres de Marx. S'il pouvait revenir parmi nous comme arbitre, il nous réprimanderait tous : ce n'est pas moi mais la société qu'il vous faut étudier!... Après un lustre d'études nouvelles, il nous fournirait

peut-être les réponses que nous cherchons dans ses livres (2) ».

C'est en nous inspirant de cette maxime de Renner que nous entendons apporter notre modeste contribution à ces recherches.

« Il importe tout d'abord de faire le point. Que reste-t-il de la vieille idéologie ? Dans quelle mesure l'évolution sociale s'est-elle conformée aux prédictions de Marx ? Dans quelle mesure les principes de jadis sont-ils toujours valables ? Dans quelle mesure se sont-ils avérés utopiques ? Dans quelle mesure ont-ils été négligés ou oubliés ?

« Il faut ensuite étudier le milieu économique et social dans lequel le socialisme contemporain est appelé à agir. D'europpéen, ce milieu est devenu mondial. Essentiellement capitaliste dans l'Europe d'il y a trente ou quarante ans, le champ d'action du socialisme englobe aujourd'hui les structures sociales extrêmement variées qui se juxtaposent et s'interpénètrent à travers le monde. D'autre part, en Europe et aux Etats-Unis, le mouvement ouvrier se trouve en face de structures nouvelles auxquelles on hésite de plus en plus à décerner le qualificatif de capitaliste. Dans une ambiance tellement élargie et modifiée, le socialisme doit s'interroger sur ses objectifs et sur sa tactique.

« Ce n'est qu'après avoir défini cette ambiance nouvelle que l'on pourra, avec quelque chance de succès, aborder les différents problèmes auxquels le socialisme cherche une réponse et une solution à l'heure actuelle. Vu la variété des conditions objectives d'un pays à l'autre et d'un continent à l'autre, ces réponses et solutions ne seront pas identiques pour chaque pays. On dira qu'il en fut de même dans le passé et que le présent ne fait que refléter toutes ces disparités. Il y a cependant, une différence considérable entre hier et aujourd'hui. Dans l'Internationale Socialiste d'avant 1914, il y eut, selon les conditions particulières dans lesquelles se trouvait chaque section nationale, des différences de politique et de tactique. Dans le mouvement socialiste d'aujourd'hui, les divergences et les oppositions l'emportent sur les simples différences. Cela tient à ce que les politiques divergentes opposées, des mouvements socialistes nationaux s'élaborent au fur et à mesure sous l'impulsion des nécessités du moment, tandis que les politiques différentes d'autrefois procédaient de l'application de principes communs à des situations dissemblables. Ces principes communs font aujourd'hui défaut ou, pour être plus précis, ils existent, mais ils ne sont pas généralement reconnus. Et ils ne sont pas généralement reconnus parce que l'analyse et l'interprétation » (pp. 18-20).

25. — Métamorphoses de l'idéologie socialiste.

1 brochure. 24 pages. Numéro spécial de *l'Ouvrier libre*, organe bimestriel de l'Union des Travailleurs français (U.T.F.). Paris. 45, rue d'Hauteville. 1954.

26. — Où en est l'économie française ? (1944-1954).

1 brochure. 32 pages. Numéro spécial de *l'Ouvrier libre*. Paris. 1954.

27. — La politique économique et le socialisme.

1 brochure. 32 pages. N° 49 de *l'Ouvrier libre*. Paris, janvier-février 1955.

28. — L'U.R.S.S. sans œillères.

1 brochure. 48 pages. Supplément à *Est et Ouest* n° 276. 1^{er}-15 avril 1962.

(1) Président de la République d'Autriche, mort le 31 décembre 1950.

(2) Karl Renner *Marxismus, Krieg und Internationale*, p 6.